



Niger, un an après: De l'uranium et du développement humain du Niger.

2/2. Nicolas Sarkozy, à l'origine du naufrage politique de la France en Afrique

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 18 juin 2024

[madaniya.info](https://www.madaniya.info)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Interview René Naba au journal «Le relais du Bougouni» Mali, partenaire du site <https://www.madaniya.info/>

*

De l'uranium et du développement humain du Niger.

Le Niger est un des principaux producteurs d'uranium dans le monde. Il fournit à l'Europe environ 20% de ses besoins pour la production d'énergie nucléaire et électrique.

Il est extrait principalement des mines de SOMAIR, COMINAK et SUMINA (SOMINA) près des villes d'Agadez, ARLIT et AKOKAN dans le nord du Niger. Plus que toutes les autres entreprises, le groupe nucléaire français ORANO (ex-Areva) exploite l'uranium au Niger depuis 50 ans. Par conséquent, l'importance du Niger est vitale pour la France en ce qu'il contribue à sa sécurité énergétique.

Pourtant au classement de l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Niger était classé 189e en 2022, parmi les pays les plus pauvres de la planète. Le Mali, le Tchad, le Burkina Faso font à peine mieux que leur voisin.

De manière générale, en Afrique subsaharienne, la paupérisation de la population est croissante. Le nombre de pauvres est plus important qu'en 1990. Dix-huit pays – dont le Mali, le Burkina Faso et le Niger – comptaient à l'époque plus de 8 millions d'habitants et plus de 20% d'extrême pauvreté. S'agissant du Niger, le nombre de pauvres est passé de 7 à 11 millions entre 1990 et 2018, pour une population totale de 25 millions de personnes. Aujourd'hui, le Niger fait donc partie de ces pays africains où le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté depuis 1990. L'une des raisons de ces coups d'État se trouve aussi, et sans doute surtout, dans cette pauvreté, elle-même nourrie par la corruption.

À cela vient se greffer l'insécurité croissante au Niger, et au Sahel dans sa globalité, due à la présence des groupes extrémistes armés d'al-Qaïda au Maghreb islamique ([AQMI](#)), Daech ou Boko Haram. Leurs attaques contre les militaires et les populations locales, sans que l'État nigérien ne puisse y mettre un terme, ont sans doute fini par convaincre les officiers nigériens d'intervenir.

S'y superpose enfin le rôle de la France au Sahel et au Niger, dont Mohamed Bazoum est très proche. La Russie –à travers Wagner ou pas– saura éventuellement tirer bénéfice de cette situation. Tout comme d'autres pays tels que la Chine ou la Turquie.

Car ce qui se joue au Sahel est bel et bien une redistribution des cartes géopolitiques, très longtemps aux seules mains de la France.

Le Tchad, allié par excellence de Paris, et dont l'armée est trop souvent présentée comme aguerrie, mais qui n'est in fine qu'un semblant de géant régional aux pieds d'argile, n'est absolument pas à l'abri d'un scénario similaire, sa population souffrant des mêmes maux socio-économiques que ses voisins. Et les militaires maliens, burkinabés et nigériens pourraient bien finir par faire des émules du côté de N'Djamena. Le Sénégal est aussi en proie à une grave crise de gouvernance et Dakar n'échappera pas, sinon à un coup d'État, du moins à un profond chamboulement politique, qui ne sera pas sans conséquences.

Le Relais du Bougouni : Quels sont les effets de ces coups d'État sur les Occidentaux, particulièrement la France

Réponse René Naba : Le coup d'état du Niger, le 26 juillet 2023, marque vraisemblablement le coup de grâce à la présence outrageusement insolente de la France en Afrique occidentale, et, intervenant dans la foulée des coup d'état au Mali, au Burkina Faso et en Guinée, la fin d'une séquence historique.

La mise en garde conjointe du Mali et du Burkina Faso, contre toute éventuelle intervention militaire occidentale contre le Niger, –une démarche sans pareille dans les relations entre les pays africains et leurs anciens colonisateurs occidentaux–, apparaît ainsi comme la prémisse de ce qui pourrait constituer un «Front du Refus» aux ingérences occidentales en Afrique.

Mali, Burkina Faso, Guinée et Niger... le rejet de la France est manifeste et virulent et le «Grand Remplacement» tant ressassé par les nostalgiques de l'Empire s'opère sous nos yeux dans le pré carré africain de la France, désormais le dos au mur. Le Burkina Faso et le Niger ont d'ailleurs annoncé, samedi 2 décembre 2023, s'être retirés de l'organisation anti-djihadiste G5 Sahel, suivant l'exemple de leur voisin malien, parti en mai 2022. A sa création, en 2014, pour lutter contre les djihadistes au Sahel, l'organisation était composée du Mali, du Burkina Faso, du Niger, de la Mauritanie et du Tchad.

La France paie ainsi le prix de sa condescendance, de son paternalisme, de sa suffisance et de ses trop nombreuses turpitudes en Afrique :

Du système CFA, à la cristallisation des pensions des anciens combattants de l'Union française, à son prolongement corruptif les djembés et mallettes, où l'ancien colonisé se devait d'entretenir le niveau de confort de son ancien colonisateur, par chantage de son ancien maître, –fait unique au sein des grandes puissances occidentales–, aux incessantes ingérences dans les affaires intérieures des pays théoriquement souverains mais effectivement sous tutelle néocoloniale, la liste est longue des abus français.

Les interventions militaires françaises répétitives en Afrique ont eu pour effet second de blanchir la France de son passif colonial en raison du fait que le recours au pouvoir colonial pour restaurer son indépendance a plombé définitivement tout discours sur l'indépendance et la dignité du fait de la vénalité et la couardise de la classe politique africaine, son

indignité et son absence de sens patriotique.

Le trafic des djembés et des mallettes, au-delà du tolérable, en toute indécence, a constitué une pratique qui fait honte à toute l'Afrique et à la France en ce qu'il n'appartient pas au tiers monde arabo-africain de soutenir le train de vie de l'élite politico-médiatique française et ses vacances paradisiaques, sur le budget du contribuable des peuples affamés.

Une honte à l'Afrique de nourrir ses bourreaux en ce que la vénalité française et la corruption africaine, ont constitué une combinaison corrosive, dégradante pour le donateur, avilissante pour le bénéficiaire. Cette observation vaut pour l'ensemble de la clientèle africaine de la France.

Un an après la chute de Kadhafi, la zone sahéenne a ainsi pris l'allure d'une zone de non droit de 4 millions de km², un périmètre, sous surveillance électronique de l'aviation américaine, vers où convergent désormais les islamistes du Sud du Niger, du Tchad et du Nigeria (Boko Haram). Avec en perspective la multiplication des compagnies militaires privées et son corollaire la prolifération des groupements terroristes.

La France a trop tardé à prendre l'exacte mesure du ressentiment des populations africaines à l'égard de sa désinvolture et de sa cupidité, particulièrement du pernicieux effet corrosif de la Francafrique, le pacte de corruption à l'échelle de l'Afrique francophone conclu par la technostructure française.

- A- Ponctionner le budget des états africains pour le maintien du niveau de confort des hiérarques français- fait unique dans les annales des «grandes démocraties occidentales»- est la marque d'une cupidité rare.
- B- S'allier avec la Turquie et le Qatar, les parrains des organisations islamistes terroristes pour abattre la Libye, la digue de retenue des «boat peoples» africains en route pour Lampedusa (Italie), est la marque d'une cécité d'autant plus consternante qu'elle aura été le fait du seul pays au Monde se réclamant de la laïcité.
- C- Imposer de surcroît le chef des libyens afghans Abdel Hakim Belhadj à la tête du gouvernorat de Tripoli est un crime d'autant plus impardonnable que son ralliement à Daech et sa mainmise sur les stocks d'armes des casernes de Tripoli, a donné une impulsion considérable au terrorisme dans la zone sahélo saharienne. L'intervention de l'Otan en Libye a en effet provoqué la talibanisation du Sahel avec la destruction de sept sanctuaires de Tombouctou (Nord Mali) par Ansar Eddine, groupe salafiste pro-qatariote, dans la plus pure tradition de leurs émules afghans, les talibans pro-wahhabites, maîtres d'œuvre de la destruction des trois Bouddhas de Bamyane (Afghanistan).
- D- Circonstance aggravante, confier la gestion de l'infrastructure du réseau des bases françaises et de l'Onu à des entreprises militaires israéliennes dans le Nord du Mali, a révélé un mépris souverain des aspirations profondes du peuple du Mali, le plus grand pays musulman de l'Afrique occidentale.

Nicolas Sarkozy, l'ordonnateur de la destruction de la Libye et de la Syrie, occupe une place à part à l'origine de ce passif. De ce désastre.

A l'origine de ce naufrage politique, militaire et diplomatique, Nicolas Sarkozy aura été

particulièrement maléfique pour la France. Condamné à deux reprises par la justice de son pays pour des faits autant trait à l'argent illicite, le «premier président de sang mêlé» de France continue de bénéficier pourtant de la ferveur de l'électorat de la droite chauvine. Un fait qui révèle la perte de sens et de repère de l'opinion française en même temps que l'inconsistance du débat politique et de l'irresponsabilité de son personnel politique.

De l'inanité de la recherche d'un homme providentiel

Au terme de cette séquence, la France doit se convaincre de l'inanité de la recherche de l'homme providentiel. La recherche constante de l'homme providentiel ne saurait constituer une fin en soi, encore moins tenir lieu de politique dans le domaine international. N'en déplaise aux publicitaires de pacotille, la déconfiture de la France en Afrique devrait conduire les prescripteurs d'opinion à répudier ce travers français et aux citoyens de sanctionner ces pratiques dans leurs choix électoraux.

Après avoir porté aux nues l'irakien Saddam Hussein, le saladin du Monde arabe, l'ivoirien Félix Houphouët-Boigny, le sage de l'Afrique, le tunisien Zine el Abidine Ben Ali, le «rempart contre l'intégrisme» en Afrique du Nord, le Mozart de la finance, Jean Marie Messier (Vivendi), le Paganini de l'équarrissage des entreprises en difficulté, Bernard Tapie, les coqueluches des nuits parisiennes, les hommes d'affaires William Kazan, Akram Ojeh et Samir Traboulsi, le publicitaire Raghid Al Chammah,

Enfin le magicien du clavier électronique, Imad Lahoud, faux décrypteur du listing Clearstream, auparavant en Afrique le général Mobutu Sessé Seko du Zaïre. Puis pour cause de pétrole les présidents Omar Bongo (Gabon) et Gnassimbé Eyadema (Togo), la France a jeté son dévolu au début de la décennie 1990 sur Rafic Hariri, puis sur son héritier Saad Hariri, avant de succomber devant le nouveau petit génie de la République, Nicolas Sarkozy, seul homme à pouvoir restaurer la sécurité de la France, à redresser ses finances publiques en état de faillite, le principal barrage à l'extrême droite française, le tombeur de la gauche et le redresseur de la France, le champion de la lutte contre l'antisémitisme et de la discrimination positive, le sauveur suprême en somme.

La suite est connue pour l'un comme pour les autres, avec pour deux des chouchous français, Mobutu et Ben Ali, une interdiction du territoire français à leur éviction du pouvoir, après plusieurs décennies de bons et loyaux services. L'ingratitude est la loi suprême des états pour leur survie. Avis donc aux apprentis dictateurs.

La France est en fait intoxiquée par son propre poison.

Pis, le Maghreb et l'Afrique occidentale constituent les grands gisements de la francophonie, le socle du rayonnement culturel international de la France. Les constantes diatribes anti arabes et anti africaines de polémistes en quête de succès facile -«l'équipe de France de foot, black, black, blanc, risée de l'Europe»-, «Les Français issus de l'immigration sont plus contrôlés que les autres parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes... C'est un fait» ont généré une défiance profonde à l'égard du «pays de la Déclaration des Droits de l'homme» et expliquent le fort rejet dont le pays du Code Noir et du Code de l'Indigénat fait l'objet dans ses anciennes colonies.

Au-delà de l'Uranium, le Niger est l'ultime pivot du dispositif anti djihadiste au Sahel. Les solutions de repli pour l'armée française sont quasiment inexistantes. De la Mauritanie au Soudan, les djihadistes ont réussi à faire fuir l'ensemble des Occidentaux. Dans les faits,

l'armée française est encore présente au Tchad (un millier de soldats), à Djibouti (1 500 hommes) et à Dakar. Pour douloureux que puisse être pour elle ce constat, la France doit prendre conscience que pour elle il s'agit de la fin d'une séquence historique.

Le Relais du Bougouni : Quel est votre mot de la fin ?

Réponse René Naba : Le mot de la fin se résume en une formule : La guerre d'Ukraine, un déclic salutaire.

La guerre d'Ukraine a constitué un déclic salutaire pour les pays africains, s'abstenant dans leur grande majorité de condamner l'intervention russe, se plaçant à équidistance des belligérants de ce conflit qu'ils considèrent comme une «querelle de blancs», dont ils ne souhaitent pas en constituer, une fois de plus, la «chair à canon», comme ce fut le cas à deux reprises au XX^e siècle, lors des deux Guerres mondiales (1914-1918) et (1939-1945). Et ceci pourrait expliquer partiellement les événements anti occidentaux en Afrique.

L'honneur de la France est de restituer à l'Afrique l'argent ponctionné à son peuple en ce que la restitution de l'indu constitue une mesure de salubrité publique.

La sagesse commande pour la France d'observer une période de sevrage de l'Afrique, au cours de laquelle elle se livrera à une profonde introspection, sans concession, avant de se présenter à nouveau à ses anciennes colonies, avec une image bonifiée empreinte d'humilité et d'humanité pour tenter d'espérer retrouver la place qui aurait dû être constamment la sienne et qu'elle a dilapidée d'une manière inconsidérée.

L'Afrique est entrée dans un autre cycle historique et, dans celui-ci, la France n'est plus qu'un acteur secondaire, constate le philosophe et historien, Achille Mbembé dans une tribune au «Monde». Le continent se trouve ainsi confronté, selon lui, au choix entre néo souverainisme et démocratie.

René Naba

- https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/08/04/achille-mbembe-en-afrique-la-stabilite-passera-par-une-demilitarisation-effective-de-tous-les-domaines-de-la-vie-politique-economique-et-sociale_6184430_3232.html

La source originale de cet article est [madaniya.info](https://www.madaniya.info)

Copyright © [René Naba](https://www.madaniya.info), [madaniya.info](https://www.madaniya.info), 2024

Articles Par : [René Naba](https://www.madaniya.info)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits

de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca